



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 443 du 24 juillet 2026

Du « *ni droite ni gauche* » de Macron l'imposteur à la victoire annoncée de Le Pen, la bourgeoisie française dans la tourmente capitaliste

A la veille de l'élection présidentielle, la fin sans gloire de Macron, l'imposteur de la « *révolution* » ni droite ni gauche introduit, tout naturellement peut-on dire, Marine Le Pen au pouvoir après avoir explosé et liquidé ses propres appuis pour se maintenir dans la place grâce au PS... Soulagés d'avoir contenu, grâce à la collaboration des directions syndicales, la révolte de la classe ouvrière qui menaçait de renverser la table en septembre dernier, *Bloquons tout !*, le pouvoir et les partis parlementaires s'engagent dans la transition institutionnelle, la lutte des ambitions personnelles et des appareils mises au service du maintien du désordre bourgeois.

Après que la justice lui a permis d'être candidate, malgré « *la gravité des faits* », l'héritière des enfants de Pétain, des terroristes criminels et tortionnaires de l'OAS, colonialistes partisans de l'Algérie française responsables d'avoir tenté d'assassiner De Gaulle au lendemain de l'indépendance en 1962, dirigeante d'un parti longtemps considéré comme un parti « *différent des autres* », putschiste, rejeté par la caste parlementaire, marche vers une victoire attendue en 2027. Adoubée par une large fraction du patronat, portée par les médias des milliardaires et l'establishment, elle caracole en tête des sondages après avoir remis sur le côté Bardella de Monaco. Elle bénéficie d'une rente, être la seule candidate du seul parti qui n'a jamais été au gouvernement durant la V^{ème} République.

Et elle vient de recevoir le soutien d'Elon Musk !

Philippe et Attal se disputent le rôle du preux chevalier de la droite pour combattre la dame qu'ils renforcent en reprenant sa politique dictée aux uns et aux autres par les classes dominantes « *au nom des intérêts de la nation* »... Même Mélenchon invoquant « *La nouvelle France* » a cru bon de reprendre son slogan « *On est chez nous !* » en prétendant promouvoir un nationalisme éclairé, antiraciste, lors de son meeting de Saint-Denis.

Les rivalités d'ambition qui agitent la caste parlementaire toute soumise à la défense des intérêts de la France, c'est-à-dire des classes dominantes et privilégiées, tout en laissant croire au peuple que c'est lui qui décide, sont une

nouvelle démonstration de la crise de ladite démocratie parlementaire. Elles l'approfondissent en mettant à nu la corruption de ces défenseurs de la renaissance ou autre renouveau de la France.

Elles expriment la décomposition politique et morale de la classe dominante, parasite, dépassée et condamnée par le développement, malgré elle, de la société. Quel que soit celle ou celui qui gagnera en 2027, elles n'offrent d'autre perspective que le patriotisme et le racisme, le militarisme et la guerre, la crise climatique, l'austérité et la régression sociale, la politique sécuritaire à défaut d'être capable de répondre aux catastrophes que leur politique a engendrées à l'image de la canicule et des incendies.

Leurs grotesques numéros de vieux acteurs sur le retour hors du mouvement de l'histoire, en réaction contre lui, ne réussiront pas à étouffer la révolte. Bien au contraire ils l'amplifient pour convaincre les travailleur-es qu'il n'y a pas d'autre voie pour changer les choses que leur propre intervention.

Macron, les experts et les intérêts du capital comme seul horizon

Rejeté dans l'opinion, minoritaire au Parlement, Macron poursuit obstinément sa politique pour s'imposer, jouant des institutions du régime présidentiel de la V^{ème} République et de l'impuissance de ses opposants neutralisés par leur rivalité et leur incapacité à proposer une autre politique. Soucieux de faire son propre éloge, d'assurer sa continuité pour la suite en la faisant valider par les électeurs, il vient de commander un rapport « *sur l'avenir du modèle social français* » qui devra être remis « *d'ici à la fin de l'année* », au début de la campagne présidentielle. Le rapport a entre autres pour objectif, après le rapport 2026 du Conseil d'orientation des retraites (COR), de justifier la réforme de 2023 imposée contre la majorité du pays pour faire accepter par l'opinion un nouveau report de l'âge de départ, la politique voulue par le patronat. Plus globalement, ainsi que l'écrit Romaric Godin¹ « *Bref, il pose la destruction de l'État social comme une condition à la bonne marche de l'économie française.* »

Oui, mais cette offensive contre le monde du travail n'est pas nouvelle. Initiée par Mitterrand, poursuivie par Jospin avec le soutien de Mélenchon, accentuée par Sarkozy et Hollande puis par l'enfant pervers de la ruine de la gauche gouvernementale, du PS et du PC, Macron, elle est devenue la composante déterminante de la politique du pouvoir exigée par le patronat.

Ce sont 40 ans d'austérité budgétaire, où la santé, l'éducation et les infrastructures publiques ont été sacrifiées au maintien des profits, 40 ans de délocalisation, de désindustrialisation massive au nom de la rentabilité financière qui a ruiné des régions entières et produit un chômage de masse qui augmente régulièrement, précarisé la jeunesse et s'est accompagnée d'une offensive contre le Code du travail.

Au moment de solder les comptes, Macron entend bien faire campagne non contre le RN auquel il prétendait faire barrage mais pour faire pression sur l'opinion, les électeurs pour qu'ils votent pour valider sa politique réactionnaire et approuver, par avance, sa continuation, quel que soit celle ou celui auquel en reviendra la charge, avec son corollaire sécuritaire, policier, nationaliste et militariste.

Pour Macron comme pour ses mandataires, les financiers et milliardaires, il ne s'agit pas d'un choix « *idéologique* » ou « *économique* » mais d'une politique de classe qui vise à concentrer toujours plus de richesses entre les mains de la bourgeoisie, au prix de l'appauvrissement des travailleur·es et de la majorité de la population. Leur politique économique obéit à la logique du système : faire des profits, accumuler du capital, concentrer toujours plus de richesses ou la ruine. Et soumis à cette logique implacable et destructrice, c'est toute la société qu'ils ruinent pour perpétuer leur domination et leurs privilèges absurdes.

La canicule, les incendies, révélateurs de la politique criminelle du pouvoir et de l'impasse du capitalisme

Toute la vie sociale s'en trouve déstabilisée. Une régression sociale globale fait reculer les conditions de travail et de vie des travailleur·es et des classes populaires. Les conséquences en sont dramatiques et criminelles comme le démontre la canicule qui a provoqué pour le seul épisode de fin juin déjà près de 6000 morts supplémentaires. Cette surmortalité découle directement de la fragilisation des services publics de santé ruinés par les politiques austéritaires, incapables de faire face aux conséquences dramatiques de la canicule elle-même produite par le fonctionnement absurde de l'économie capitaliste soumise à la rentabilité maximum, à la course au profit et à la concurrence.

La lutte contre les incendies est elle aussi paralysée par la même incurie, le manque de moyens tant matériels qu'humains, l'absence d'anticipation. Et cela dans le même temps où Macron et ses alliés européens assistaient au défilé militaire du 14 juillet où s'exposaient d'énormes moyens techniques et humains militaires des-

tinés à détruire au nom de la défense de la France, c'est-à-dire pour la défense des intérêts capitalistes dans la concurrence mondialisée.

Cette semaine, le gouvernement a fait adopter, avec le soutien du RN et avec, en prime, un psychodrame gouvernemental, la loi dite « *d'urgence agricole* » demandée par les gros agriculteurs et l'agrobusiness. Outre la possibilité de réutiliser des pesticides interdits, cette loi prévoit le doublement des méga-bassines d'ici 2035, une privatisation de l'eau par les gros producteurs qui ne peut qu'aggraver la pénurie qui, déjà, oblige des municipalités à en limiter l'usage.

Macron et l'État anticipent non pour mieux protéger la population mais pour protéger la minorité capitaliste qui possède et dirige l'économie, une politique aveuglée et corrompue par le fric.

C'est à la même logique destructrice qu'obéit la fuite en avant militariste pour défendre la position des multinationales françaises dans la concurrence mondiale. Au nom de la politique de réarmement, une rallonge de 36 milliards d'euros a été votée, portant la loi de programmation militaire 2024-2030 à 436 milliards, des milliards détournés des besoins urgents de la population s'ajoutant aux 270 milliards d'aides de l'État au grand patronat chaque année plutôt que d'être investis au service de la population.

En corollaire, le gouvernement refuse ne serait-ce que de taxer le capital pour assurer la transition climatique alors que Total, profiteur de guerre, a enregistré un bond de 72 % de son résultat net au premier semestre 2026, soit 1,2 milliard de dollars de bénéfice en six mois, sur fond de guerre au Moyen-Orient.

Le capitalisme français, une régression sans fin au sein du désordre mondial...

Contrairement à ce que prétendent les marchands d'illusions, il n'est pas possible de sortir de cette impasse, de changer de politique sans rompre avec la logique capitaliste, la politique des classes dominantes et, pour cela, de leur arracher le pouvoir pour prendre le contrôle de l'économie, la mettre au service des intérêts collectifs et de l'avenir de la société.

Les politiques d'austérité sont imposées par la défense des intérêts de la minorité qui possède et dirige l'économie dans un système à bout de souffle. Cette minorité vit en parasite de la société, par l'exploitation du monde du travail et par la rente que lui fournit l'État sous forme de subventions, d'intérêts de la dette publique ou d'avantages fiscaux.

L'État opère un gigantesque transfert de richesse par la dette et la politique d'austérité tout en exerçant un chantage mafieux, ou vous acceptez, ou tout s'effondre !

Selon leurs experts, la seule stabilisation de la dette publique exigera d'ici à 2032, 126 milliards d'euros à prendre dans la poche des travailleur·es alors que le coût des intérêts de cette dette, c'est-à-dire la rente que verse l'État aux capitalistes auprès desquels il emprunte l'argent qu'il

leur reverse par ailleurs sous forme de subventions ou d'avantages fiscaux, atteindrait 124 milliards en 2030.

Cette politique criminelle ne relève pas d'un simple choix politique, idéologique de quelques fous du capital mais de la folle logique du système et de la position du capitalisme français en déclin face à la concurrence mondiale.

La dette de l'État français a franchi la barre des 3500 milliards d'euros, soit près de 117 % du PIB. Cela représente près de 1100 milliards d'euros de plus qu'au début de l'année 2020. En outre, ces dernières années, la dette publique a crû deux fois plus vite que le PIB. D'après les données de l'Insee, entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2025, la dette publique a augmenté de 1095 milliards d'euros ; sur la même période, le PIB a seulement augmenté, en valeur, de 530 milliards d'euros.

C'est le coût de la défense du capitalisme français en déclin dans une économie mondiale en stagnation.

Dans la lutte pour des marchés, des zones d'influence et des sources de matières premières, la France est désormais une puissance de troisième rang, une puissance déclinante au sein d'un continent déclinant.

Vieille bourgeoisie colonialiste et impérialiste, sa politique a toujours consisté à extraire du pillage des colonies sa richesse et ses rentes. Avec la mondialisation financière, les grandes entreprises françaises sont devenues les championnes de la délocalisation pour tenter de maintenir leur compétitivité, nourrissant le déficit structurel de la balance commerciale à partir de 2005.

Ces difficultés se sont exprimées par le déclin de l'industrie du pays, dont le poids dans le PIB est passé de 23 % en 1980 à 13,5 % en 2019, perdant plus de 2 millions d'emplois.

S'est ainsi développé un « capitalisme de rente » dont les revenus sont de moins en moins tirés d'investissements productifs mais d'investissements financiers spéculatifs. Ainsi que l'écrit Michael Roberts : « *Lorsque la rentabilité du capital investi dans des activités productives diminue, alors, comme cela s'est produit au cours des 30 dernières années environ, le capital accumule ses liquidités ou passe à un investissement plus spéculatif mais plus rentable dans les actifs financiers, dans ce que Marx a appelé le « capital fictif».* »²

Le capitalisme français recule sur les marchés mondial, européen et même national. Sa part dans les exportations totales, au sein de l'UE, est en baisse depuis 25 ans : elle est passée de 18 % en 2000 à 13 % en 2024. Son déficit commercial en 2025 a atteint 94 milliards d'euros.

La France a perdu la capacité de produire ce qu'elle consomme. Voitures, machines, électronique, médicaments, elle achète désormais à l'étranger ce qu'il fabriquait autrefois.

L'Europe, incapable de dépasser les rivalités entre les différentes bourgeoisies nationales pour réaliser une véritable unification économique, de fait impossible sous la domination du capitalisme, est à des degrés divers engagée dans le même processus conséquence de la financia-

risation de l'économie. Et la politique de réindustrialisation promue par Macron est un mythe pour justifier de nouvelles subventions au grand patronat.

Pour tenter de défendre sa compétitivité et ses profits, la bourgeoisie n'aura pas d'autres choix que de s'attaquer encore plus brutalement aux conditions de vie et de travail de la masse des jeunes, des salarié-es, des chômeur-es et des retraité-es, de toute la population.

Autrement dit, la crise du capitalisme français, aggravée par la crise de l'UE, emporté dans la tourmente du capitalisme mondialisé, prépare une intensification de la lutte des classes d'autant que la politique de la première puissance mondiale conduit à l'escalade militaire au risque d'un krach mondial. Le risque de récession annoncée renforce la totale déconnexion des marchés financiers par rapport à l'économie réelle à la recherche de nouveaux profits qu'ils ne trouvent que dans de nouvelles et folles spéculations en particulier autour de l'intelligence artificielle.

L'économie mondiale est au bord du gouffre. Des affrontements de classe majeurs se préparent.

La résistible ascension de Le Pen ou les rebondissements à venir de la crise politique

C'est bien dans l'offensive du CAC40 pour maintenir ses profits et préserver ses positions sur le marché mondial que se trouve l'origine de l'offensive politique réactionnaire des classes dominantes et la crise politique qui en résulte dont la mise en place de la campagne présidentielle, du cirque électoral, est l'illustration. Cette offensive globale franchit une nouvelle étape dont la loi Yadan et la loi Ripost ainsi que celle sur « le permis de tuer » sont les marques. Elle ouvre la porte du pouvoir à Le Pen jugée la mieux placée aujourd'hui pour dévoyer la colère populaire sur le terrain de la démagogie sécuritaire, raciste et faire accepter le soutien au génocide sioniste et à la guerre contre l'Iran et au Moyen-Orient en flattant l'islamophobie et le militarisme.

Le RN, parti du clan familial Le Pen, prévaricateur et mafieux, pourrait s'avérer bien adapté au régime présidentiel et le terrain bien préparé par les pratiques de Macron. La présidentialisation du pouvoir, sa centralisation pourrait permettre à Le Pen de surmonter ses propres faiblesses et celle de son parti par une démarche autoritaire s'appuyant sur la machine, bien rodée et préparée à se soumettre, de l'État.

C'est ce qu'espère du moins une large fraction de la bourgeoisie mais le plus probable est que bien des surprises l'attendent tant la situation internationale, celle des soutiens européens ou américains de Le Pen est incertaine. Tant surtout la situation économique lui dictera une politique détruisant l'image d'opposante au système qu'elle a tenté de se construire. La colère populaire qu'elle a dévoyée pourrait bien et rapidement se retourner contre elle.

Fabriquée par un clan et une situation politique révolue, sa chute pourrait être brutale. La victoire de Le Pen ne

résoudra en rien la crise politique de la bourgeoisie, elle ne fera que l'aggraver.

Un gouvernement du RN devra, dès le premier jour, affronter la révolte de la jeunesse et du monde du travail. Le Pen élue serait contrainte de mettre bas le masque face à un électorat ouvrier égaré mais aussi face aux couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie dupée. Il n'est pas possible d'anticiper le rythme de ce processus, mais du fait de la profondeur de la crise et des mécontentements, il pourrait être assez rapide voire se manifester dans le cours même de la campagne, y compris à l'occasion des législatives qui suivront la présidentielle.

Si l'arrivée possible de Le Pen au pouvoir participe d'une nouvelle offensive contre le monde du travail, elle ne représente pas pour autant une victoire du fascisme. Si les victoires de l'extrême droite aux USA et en Europe constituent des reculs majeurs et un avertissement, ces derniers ne représentent nullement une défaite au même titre que l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. L'abus de la référence au fascisme vise à dramatiser la situation pour le compte des démagogues électoralistes qui se prétendent le rempart alors que depuis plusieurs décennies ils accompagnent la montée du RN et ont contribué à en créer les conditions ou à paralyser le monde du travail en laissant croire qu'il y aurait une réponse électorale, dans le cadre du système.

Le mouvement ouvrier est face à une situation inédite devant laquelle les proclamations antifascistes ou l'incantation, « *No pasaran !* », qui mythifie les défaites passées et les politiques de capitulation qui y ont conduit, sont impuissantes. En particulier, la confusion entre politique de front unique entre partis ouvriers et participation ou soutien à un front électoral qui flatte les illusions électoralistes, dramatise la situation pour se justifier et détourne la jeunesse et les travailleur·es de l'urgente et impérative tâche de s'organiser en parti de classe pour la lutte pour le pouvoir.

La leçon des défaites passées face au fascisme est bien de ne pas se laisser détourner du combat de classe sur le terrain piégé des urnes et de l'électoralisme pour défendre le programme du socialisme et se préparer à la lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. Cette lutte est devant nous. Le Pen n'est pas Hitler mais la menace est bien réelle.

Contre le nationalisme et le populisme, contre l'opportunisme, une campagne internationaliste pour le pouvoir des travailleur·es et le socialisme

La dramatisation alarmiste de la situation conduit à l'opportunisme électoral dont le complément est le sectarisme du mouvement révolutionnaire qui prône l'unité à la classe ouvrière tout en affichant ses rivalités électorales et électoralistes pour répéter que « *la classe ouvrière doit renverser le capitalisme* ».

Loin de répéter des vérités éternelles sur ce que le prolétariat devrait faire, l'urgence est de discuter des voies et moyens que nous avons pour contribuer à son organisation c'est-à-dire à sa prise de conscience des possibilités et perspectives qu'ouvrent les contradictions mondialisées du capitalisme sénile, sa marche à la faillite et les faiblesses et failles de cette extrême droite au service des milliardaires pour donner toute leur crédibilité aux perspectives socialistes révolutionnaires.

Donner confiance, c'est armer les consciences, unir autour de perspectives communes et d'abord travailler à unir les forces de son propre camp.

Dire que Le Pen n'est pas le fascisme ne signifie pas relativiser la menace globale que le prolétariat, la société, ont à affronter mais à éclairer le combat que nous avons à mener en toute lucidité, sans céder aux démagogues alarmistes qui, en réalité, ne voient pas plus loin que l'antifascisme, l'anti-impérialisme ou l'anticapitalisme. Le mouvement ouvrier a besoin d'anticiper les perspectives révolutionnaires que portent les contradictions du capitalisme financiarisé mondialisé, la régression sociale sans fin, la mondialisation de la guerre, la crise écologique planétaire.

L'ensemble des forces politiques vont devoir se plier au consensus capitaliste ou se démettre, mener la guerre sociale, participer à l'effondrement de la démocratie bourgeoise parlementaire accompagné de la remise en cause des droits démocratiques élémentaires pour la population, se plier au militarisme, à la guerre.

La dictature est inhérente à l'évolution du capitalisme sénile vers la faillite globale.

L'impuissance de la démagogie populiste de gauche comme des directions syndicales à affronter l'État, à rompre avec le système, conduit à leur échec dans la continuité encore plus brutale de ce qui a conduit à l'effondrement du PS et du PC.

Au regard des divisions dogmatiques et sectaires, électorales du mouvement révolutionnaire, bien des jeunes, des travailleur·es préfèrent se tourner vers la dynamique radicale que porte la candidature de Mélenchon. Cette dernière porte aussi de lourdes désillusions comme le fit chaque fois la gauche de gouvernement nationaliste. Nous sommes solidaires de toutes celles et ceux qui veulent enrayer la montée réactionnaire et empêcher la victoire de l'extrême droite, mais au-delà du vote, ce qui comptera c'est la capacité du monde du travail à s'organiser pour prendre les affaires en main.

Les élections, de ce point de vue, ne sont qu'une péripétie. Elles sont surtout l'occasion de faire de la politique, de débattre des moyens de changer le monde, d'ouvrir les yeux sur la politique des partis institutionnels y compris de la gauche qui se dit radicale.

La crise sociale et politique majeure que connaît le pays dans un contexte de faillite globale du capitalisme, de crise écologique, peut ouvrir une nouvelle dynamique, créer les conditions de l'émergence d'un parti démocra-

tique et révolutionnaire des travailleur-es dans la lutte contre la réaction capitaliste, pour les droits sociaux et démocratiques, pour une véritable transition écologique c'est-à-dire une planification de la marche de l'économie en fonction des besoins humains et du respect de la na-

ture, c'est-à-dire l'expropriation du capital par la conquête du pouvoir par les travailleur-es des villes et des campagnes, une politique qui ne peut connaître de frontières.

Yvan Lemaître

1 <https://www.mediapart.fr/journal/politique/170726/pour-emmanuel-macron-la-destruction-du-modele-social-doit-survivre-son-mandat>

2 <https://inprecor.fr/les-entreprises-de-lunion-europeenne-un-capitalisme-de-rente>